

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 19/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/05/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SICA SILO DE NEUF BRISACH

1 PLACE DE LA GARE
BP 7
68000 Colmar

Références : 0006700371_2026_05_07_SICA_VIIC_AN26_Risques-ATEX
Code AIOT : 0006700371

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/05/2026 dans l'établissement SICA SILO DE NEUF BRISACH implanté PORT RHENAN VOLGELSHEIM-NEUF BRISACH 68600 Volgelsheim. L'inspection a été annoncée le 24/04/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Action nationale 2026 "Risques ATEX":

Des accidents industriels aux conséquences importantes, tels que ceux survenus dans des silos, raffineries ou usines chimiques peuvent avoir pour origine une mauvaise identification ou une mauvaise gestion des zones dans lesquelles peuvent se former des atmosphères explosives (zones ATEX). Les environnements ATEX peuvent être à l'origine d'explosions, d'incendies souvent aux conséquences graves s'ils ne sont pas correctement maîtrisés.

Cette action nationale a pour objectif de vérifier que l'exploitant met en oeuvre de manière adaptée les mesures permettant de prévenir ces risques.

Référentiels utilisés :

- Arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables.
- Arrêté préfectoral n°2014129-0004 du 9 mai 2014 portant prescriptions complémentaires à la société SICA.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SICA SILO DE NEUF BRISACH
- PORT RHENAN VOLGELSHEIM-NEUF BRISACH 68600 Volgelsheim
- Code AIOT : 0006700371
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SICA SILO DE NEUF BRISACH exploite des silos de stockage de grains sur la commune de Vogelsheim.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Conformité des appareils	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Demande d'action corrective	6 mois
4	Prévention des risques d'explosion	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Système d'aspiration	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	Sans objet
3	Système d'aspiration	Arrêté Préfectoral du 09/04/2014, article 14	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence plusieurs non-conformité, notamment:

- **Point de contrôle n°1 :**
 - L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les rapports annuels de vérification pour les années 2025 et 2026 portant sur les risques liés à l'électricité statique et aux courants vagabonds, ainsi que sur la conformité des installations électriques et des équipements.
 - Les rapports de 2024 portant sur les risques liés à l'électricité statique et aux courants vagabonds, ainsi que celui relatif à la conformité des installations électriques et des équipements, ne respectent pas l'ensemble des exigences réglementaires.

Considérant l'engagement de l'exploitant de programmer ces contrôles en juin 2026 et s'agissant de

non-conformités documentaires, sans impact direct sur les intérêts mentionnés à l'article L.511-1, qui peut être par ailleurs, aisément corrigées, il n'est pas transmis de projet de mise en demeure à ce stade (demande d'action corrective).

Par ailleurs, **le point de contrôle n°4** fait l'objet d'une demande de justificatifs, il appartient à l'exploitant de transmettre sous 6 mois les éléments permettant de conclure sur la conformité des installations.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité des appareils

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Actions nationales 2026, Conformité des appareils
Prescription contrôlée : [...]L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : <ul style="list-style-type: none">• l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;• l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté. [...]"
Constats : Afin de répondre aux dispositions de la prescription contrôlée, l'exploitant a transmis les derniers rapports de vérification annuelle, établis par un organisme privé spécialisé dans le contrôle, la certification et la réalisation de vérifications réglementaires. Ces rapports de contrôle, accompagnés d'un avis sur la conformité des installations, portent notamment sur la vérification des installations électriques dans le cadre de la réglementation ICPE applicable aux silos, ainsi que sur la vérification périodique des mesures mises en place afin de prévenir les risques liés à l'électricité statique et aux courants vagabonds. Ces contrôles ont été réalisés au cours de l'année 2024. À la suite des échanges avec l'exploitant lors du contrôle en salle, il a été constaté qu'aucun contrôle n'a été réalisé au cours des années 2025 et 2026. L'exploitant a indiqué avoir prévu de programmer ces contrôles en juin 2026. Un bon de commande signé attestant de ces éléments a été transmis à l'Inspection postérieurement à la visite. Par ailleurs, l'examen des rapports de 2024 par l'Inspection a mis en évidence plusieurs lacunes, notamment : <ul style="list-style-type: none">• l'organisme de contrôle ne s'appuie sur aucun dossier technique de référence. Chaque rapport mentionne en effet une « étude en cours » ou un « DRPCE en cours d'étude ». L'absence de prise en compte d'un document de référence (DRPCE ou étude de dangers) est de nature à remettre en cause la pertinence et la portée des avis émis par l'organisme de contrôle ;• bien que l'organisme en charge du contrôle rende un avis sur la conformité des équipements électriques susceptibles d'être à l'origine d'explosions (notamment

l'adéquation du matériel en zone ATEX), les rapports ne comportent aucune liste des installations électriques contrôlées ;

- au regard des indications sur l'application de la réglementation « ATEX » figurant à l'annexe D du guide de l'état de l'art sur les silos (version 2008), les rapports présentés portent principalement sur les installations électriques et les phénomènes d'électricité statique, sans démonstration explicite de la conformité des équipements non électriques présents en zones à risque d'atmosphères explosibles sous forme de nuages de poussières combustibles. Cela concerne notamment les équipements situés à l'intérieur des élévateurs à godets classés en zone 21 (ATEX - présence occasionnelle), conformément au plan de zonage du site (précisant les zones à risques). Ces équipements, susceptibles de constituer des sources d'inflammation, incluent notamment les équipements mécaniques ainsi que les organes en mouvement pouvant générer des échauffements ou des frottements.

En conclusion, l'exploitant n'ayant pas été en mesure de présenter les rapports annuels de vérification pour les années 2025 et 2026 et considérant que les rapports présentés pour l'année 2024 ne respectent pas l'ensemble des exigences réglementaires, l'Inspection considère que l'ensemble des dispositions de la prescription contrôlée n'est pas respecté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans le cadre des contrôles à venir, il appartient à l'exploitant de s'assurer que les rapports annuels établis par l'organisme de contrôle respectent l'ensemble des exigences de la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Système d'aspiration

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15

Thème(s) : Actions nationales 2026, Asservissement des installations

Prescription contrôlée :

[...]Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement : elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation.

[...]

Constats :

Dans le cadre de ce contrôle, l'exploitant a souligné disposer d'un système de supervision informatique entièrement automatisé pilotant l'ensemble du procédé industriel, notamment l'acheminement des céréales depuis les fosses de réception vers les silos de stockage.

Ce système assure également la gestion des dispositifs de sécurité. Il est équipé d'un écran de supervision permettant aux opérateurs de visualiser en temps réel l'état de fonctionnement des installations, les informations de process ainsi que les éventuels défauts de fonctionnement.

Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration selon un double asservissement.

À ce titre, différentes sondes et capteurs permettent au système automatisé de vérifier en permanence l'état de fonctionnement des équipements. Ainsi, préalablement à toute mise en marche des installations de manutention, l'automate réalise une scrutation des équipements et autorise le démarrage uniquement si le système d'aspiration est en fonctionnement.

Lors des opérations d'acheminement des céréales, l'automate définit le chemin de transfert et s'assure que l'ensemble des installations nécessaires est opérationnel. Il vérifie en particulier la confirmation de mise en marche du système d'aspiration avant d'enclencher les équipements de manutention.

En cas d'arrêt du système d'aspiration en cours de fonctionnement, le circuit "matières" (installations de manutention) passe automatiquement en phase de vidange et s'arrête une fois terminée.

Lors de la visite sur site et à la demande de l'Inspection, un test de fonctionnement de ces dispositifs de sécurité a été réalisé via le système de supervision. Ce test a porté sur le double asservissement des transporteurs et de l'élévateur à godets "E4", ainsi que sur le système d'aspiration "ASP1" associés à la fosse de réception n°1.

En l'absence de livraison de céréales le jour de l'inspection, l'exploitant a préalablement simulé une opération d'acheminement vers le silo « 1968 ». L'Inspection a ainsi pu constater, depuis l'écran de supervision, le bon fonctionnement des installations, notamment des transporteurs à bandes, de l'élévateur à godets « E4 » et du système d'aspiration « ASP1 » associé.

Afin de vérifier le bon fonctionnement du double asservissement, l'exploitant a ensuite procédé à la coupure de l'alimentation électrique du système d'aspiration.

L'Inspection a alors constaté :

- l'apparition immédiate d'un défaut du système d'aspiration sur l'écran de supervision ;
- le déclenchement d'une alarme sonore au poste de commande ;
- l'activation de la procédure de vidange du circuit « matières », accompagnée de l'affichage d'un décompte d'environ deux minutes ;
- l'arrêt des installations de manutention.

Dans un second temps, l'exploitant a tenté de redémarrer les installations de manutention alors que le système d'aspiration demeurait hors tension. L'Inspection a pu constater que l'automate réalisait, avant toute tentative de mise en marche, une scrutation des équipements. À l'issue de cette vérification, un défaut majeur du système d'aspiration a été immédiatement signalé et la mise en marche des installations de manutention n'a pas été autorisée.

Les éléments précédemment évoqués n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Système d'aspiration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/04/2014, article 14

Thème(s) : Actions nationales 2026, Entretien et contrôle des installations

Prescription contrôlée :

Afin de lutter contre les risques d'explosion des systèmes d'aspiration,[...]

L'exploitant établit un programme d'entretien et de contrôle de l'efficacité du système d'aspiration qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel. Le suivi et les travaux réalisés en application de ce programme sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Dans le cadre du présent contrôle et afin de répondre aux exigences de la prescription susvisée, l'exploitant a transmis, postérieurement à l'inspection, un ensemble de documents attestant de la mise en œuvre effective d'un programme d'entretien et de contrôle des systèmes d'aspiration, ainsi que de la bonne traçabilité des interventions réalisées et des actions correctives engagées, notamment :

- Le cahier des clauses particulières (CCP) du silo SICA, élaboré dans le cadre du contrat conclu avec un prestataire privé chargé de l'entretien, de la maintenance et des réparations mécaniques des installations, précise explicitement les programmes d'entretien prévus, les points de contrôle ainsi que les fréquences associées pour l'ensemble des équipements du silo SICA, incluant notamment les systèmes d'aspiration.
- Le rapport de contrôle de l'efficacité des systèmes d'aspiration, établi le 5 juillet 2024 par une société spécialisée, met en évidence la réalisation d'un contrôle technique approfondi du réseau d'aspiration. Ce contrôle comprend notamment des relevés de vitesses d'aspiration, des vérifications des paramètres clés des systèmes avec notamment des mesures des pertes de charge (ΔP), ainsi que l'identification d'éventuels points de colmatage ou de pertes d'efficacité localisées. Il convient de préciser que ce contrôle est réalisé selon une périodicité triennale.
- le registre informatique de suivi et d'intervention nommé « SUIVI_R.D.I - Installation dépoussiérage », centralise les opérations de maintenance préventive et corrective, les opérations de nettoyage et de débouchage ainsi que les interventions de réparation à réaliser sur les installations suite au contrôle de l'efficacité des systèmes d'aspiration du 5 juillet 2024.
- Les registres informatisés de suivi des systèmes d'aspiration (ASP1/Filtre 1 et ASP2/Filtre 2), couvrant la période de 2010 à 2026, attestent de la traçabilité des opérations réalisées. Ils mettent en évidence que l'ensemble des actions relatives aux systèmes d'aspiration et de dépoussiérage, notamment les fréquences de contrôle et d'entretien, les dates d'intervention, la nature des travaux effectués, l'identité des intervenants (personnes ou entreprises), ainsi que les résultats des contrôles et les éventuelles observations, sont dûment enregistrés.

Les éléments précédemment évoqués n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suites

N° 4 : Prévention des risques d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Actions nationales 2026, Mesures de prévention
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place les mesures de prévention adaptées aux silos et aux produits, permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou d'un incendie, sans préjudice des dispositions du code du travail. [...]
Constats : Dans le cadre du contrôle de cette prescription, l'Inspection a vérifié la mise en œuvre des mesures de prévention destinées à réduire les risques d'explosion liés à la présence d'atmosphères explosibles sous forme de nuages de poussières combustibles. Au regard des indications du « Guide de l'état de l'art sur les silos » dans sa version de 2008, la prescription contrôlée, impose une obligation générale de résultat et vise à limiter les sources d'inflammation actives internes aux appareils et installations situés en zone à risque d'explosion. L'objectif de ce point de contrôle est ainsi de démontrer que les matériels et équipements non-électriques, installés dans des zones à risque potentiel d'explosion, ne constituent pas une source d'inflammation active en fonctionnement normal ou dégradé. À ce titre, l'Inspection s'est attachée à vérifier les équipements non électriques installés dans les élévateurs à godets E1, E2, E3 et E4 dont l'intérieur est classé en zone ATEX 21 (présence occasionnelle), conformément au plan de zonage défini par l'exploitant. Ces équipements, mis en service avant le 1er juillet 2003, ne sont pas soumis à l'obligation de marquage ATEX prévue par les articles R.557-7-1 à R.557-7-7 du Code de l'environnement. Cependant, au regard des indications du « Guide de l'état de l'art sur les silos » (annexe D_point 2.2.1), ces équipements doivent faire l'objet d'une analyse des risques portant sur la mise en place de mesures de prévention garantissant l'absence de sources d'inflammation. Toutefois, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter, lors de l'inspection, l'analyse des risques permettant d'attester de la conformité des équipements non électriques présents dans ces installations aux exigences applicables en zone ATEX 21. En l'absence de ces éléments, l'Inspection n'est pas en mesure de conclure quant au respect de la prescription contrôlée
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il appartient à l'exploitant de transmettre sous six mois les éléments permettant de conclure sur la conformité des installations ou la démonstration de maîtrise des risques. À ce titre, le point 2.2.1 de l'annexe D du guide Silo de 2008 fournit des éléments permettant de répondre à cette attente.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois